



## COP22: EVÈNEMENT

# Marrakech poursuit la dynamique de Paris

• Boucler les mécanismes d'actions et de financements, les objectifs

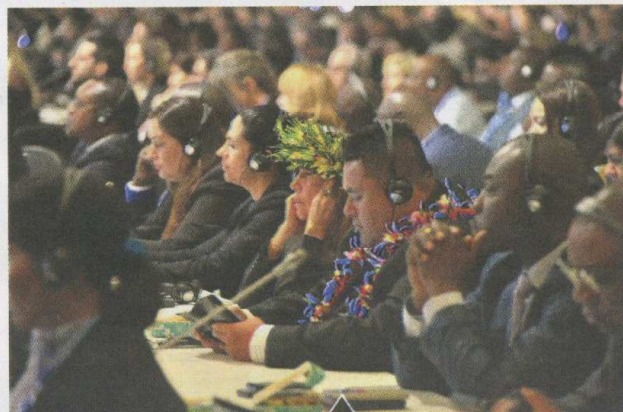
• Et revoir à la hausse les engagements des États

LES projecteurs sont braqués depuis hier 7 novembre sur Marrakech qui abrite la 22e conférence climatique. Le Sommet de tous les espoirs accueille 30.000 participants. Le coup d'envoi a été donné symboliquement par Ségolène Royal, présidente de la COP21, qui a passé le flambeau à son successeur pour la COP22, Salaheddine Mezouar, ministre marocain des affaires étrangères. Royal et la France ont rempli leurs missions (Cf. interview). Avec l'aide de plusieurs pays dont le Maroc, ils ont réussi à faire ratifier les engagements de Paris par 100 pays déjà. Marrakech devra être une occasion pour mobiliser les 93 pays restants. Et au Maroc de faire en sorte que des mesures concrètes soient adoptées lors de cette 22e COP. «Des mesures climatiques rapides et intelligentes qui réduiront les émissions à effet de serre et catalyseront en même temps des économies fondées sur les énergies propres et des sociétés résilientes au climat», espère Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ils seront les fondements sur lesquels dépendent la santé, la prospérité et le bien-être futurs du monde. Le temps presse.

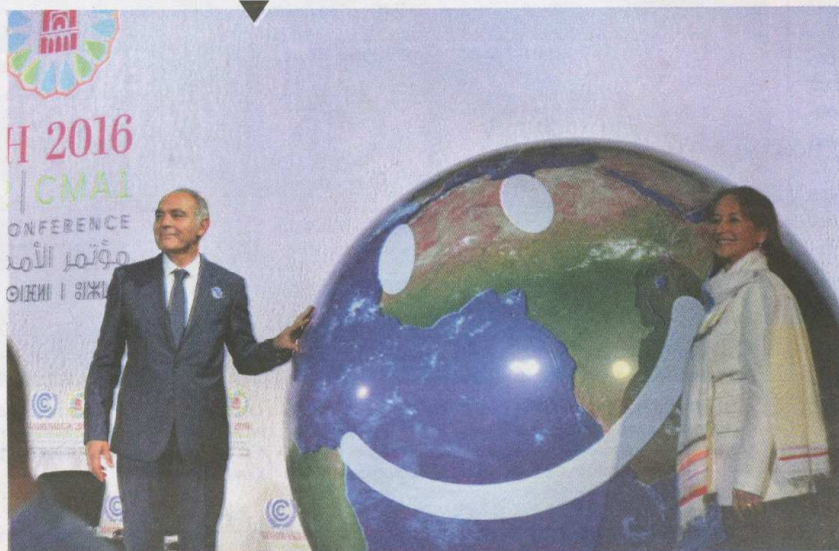
Limitier le réchauffement mondial à un niveau inférieur à 2° évitera les points de basculement dangereux du système climatique. L'entrée en vigueur précoce de l'accord démontre l'engagement des pays pour cette justice climatique. «Il est de notre responsabilité collective de capitaliser sur cette dynamique et poursuivre le 'Momentum' qui s'est créé à Paris», estime Mezouar. «Nous devons être ambitieux pour finaliser, le temps de cette COP, les mécanismes d'actions et de financements». L'enjeu de la COP de Marrakech est aussi africain. Les dégâts du dérèglement climatique sont présents en Afrique plus qu'ailleurs, alors que le continent n'y est pour rien. Les accords climatiques conclus à Paris sont une chance pour l'Afrique qui a été la première zone à s'engager et ratifier le document. Il reste beaucoup de mesures à négocier comme les mécanismes de contribution des pays, la feuille de route sur le financement.



Ségolène Royal, présidente de la COP21 a passé le flambeau à son successeur pour la COP22, Salaheddine Mezouar, ministre des affaires étrangères (Ph. Mokhtari)



Les délégués du monde entier se penchent pendant 15 jours sur les questions climatiques. Il est surtout question de mettre en action les mécanismes de financement et d'adaptation aux changements climatiques (Ph. Mokhtari)



Il y a aussi la mobilisation autour d'initiatives portées par les africains comme le Triple A (Adaptation de l'Agriculture en Afrique). Le Maroc veut faire de ce sommet une «COP du Sud» davantage orientée sur les enjeux des pays en développement afin de les aider à renforcer leurs capacités. A la COP21, les pays se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars d'ici 2020 pour soutenir les pays du Sud. Parviendront-ils à ce challenge? □

Badra BERRISSOULE

Pour réagir à cet article:  
courrier@economiste.com





## COP22: EVÉNEMENT

### Energies renouvelables

# «Un système d'assurance pour les projets du Sud»



• Des mécanismes seront examinés lors du Sommet de Marrakech

• Ségolène Royal: «Je passe sereinement le relais de la présidence de la COP»

- L'Economiste: On parle beaucoup de ces 100 milliards de dollars promis... Sous quelles formes ces capitaux seront-ils mobilisés?

- Ségolène Royal: Il y aura un peu de tout. De la dette, du don et d'autres solutions de financements alternatifs... Nous avons prévu de mettre en place une sorte de mécanismes de couverture, mais uniquement destinés aux investissements du



Ségolène Royal, présidente de la COP21, ministre française de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, en charge des Relations internationales sur le climat (Ph. Mokhtari)

en Afrique et donner de l'énergie et de la lumière au continent. Le Maroc est déjà un bon exemple dans ce sens et peut se positionner en locomotive pour la coalition des pays africains. L'autre enjeu sur le terrain sera de lutter contre les érosions des côtes tout au long du littoral africain. Nous avons identifié 230 projets dans diverses filières allant du solaire à l'éolien, en passant par l'hydro-électrique et la biomasse. Il faut maintenant coaliser les financements public et privé.

- Vous venez de transférer vos pouvoirs. Quel est votre sentiment?

- Je passe sereinement le relais de la présidence de la COP. Nous avons réussi jusque-là à faire ratifier l'accord de Paris à une centaine de pays et la dynamique se poursuivra avec la présidence marocaine. Il nous a fallu plusieurs années pour arriver à ce résultat pour le Protocole de Kyoto. Je pense que la prise de conscience globale sur l'urgence climatique est désormais une chose réelle. Toutes les parties ont compris l'importance de cette feuille de route et de sa mise en œuvre. Nous mettrons d'ailleurs en place, en marge de cette COP, des mécanismes de veille sur les décisions et les modalités concrètes qui seront adoptées pour la mise en œuvre de l'accord. Je tiens aussi à la justice climatique qui devrait permettre aux économies les plus défavorisées du monde d'accéder aux énergies vertes. □

Propos recueillis par  
Safall FALL



privé dans les filières des énergies renouvelables. L'objectif est de faciliter l'accès au crédit pour les pays les moins avancés et d'améliorer leur éligibilité à certains programmes de financement durable. Il s'agit aussi d'aider le secteur privé à maîtriser les risques relatifs à certains projets.

Il est important que les économies les moins développées puissent accéder à de l'énergie, notamment à partir de sources renouvelables, ainsi qu'à l'efficacité énergétique. L'idée est de convertir dans les faits le recul des énergies fossiles.

- L'énergie sera donc l'un des gros enjeux de ce sommet des pays du Sud...

- C'est une COP africaine. L'élément le plus important est de réaliser l'application de l'Initiative énergies renouvelables

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)